

order, constancy, regularity, and predictability, the willingness to cede legitimate political authority to representatives, to defer to experts, to follow detailed rules and procedures, to keep records, to respect the legitimate rights of others. (204)

By the last quarter of the nineteenth century the interventionist state of the twentieth century began with the attainment of free, universal, and compulsory schooling. Together with the state's capacity to collect information about citizens through statistics, this marked the administrative revolution that provided the underpinning for the modern state. Herein, in Miller's eyes, lies the true significance of the institution of common schooling.

Some pertinent titles are strangely absent from a truly impressive bibliography. Miller's Australian colleague R.J.W. Selleck's magnificent 1994 biography of Kay-Shuttleworth, surely one of England's leading social and educational reformers of the early nineteenth century, is nowhere to be seen. Similarly, neither of the two major studies of the history of Canadian children by Neil Sutherland (published 1976 and 1997 respectively) with ample reference to schooling and social reform affecting children, is cited. Accounts more in keeping with the author's own theoretical perspective seem to be preferred.

Despite some dense writing, this book will benefit anyone, scholar or student, interested in the history of gender relations, of childhood and the family, of public education, demography and state formation, or the social history of modern times in the West. Congratulations are due also to Indiana University Press editor Harvey Graff for adding this title to an already impressive series of "Interdisciplinary Studies in History."

*J. Donald Wilson, Professor Emeritus
University of British Columbia*

Andrée Dufour, *Histoire de l'éducation au Québec*, Collection Boréal Express, no 17, Montréal, Boréal, 1997. Pp. 124.

Dans la petite collection Boréal Express qui présente des synthèses courtes sur des questions variées de sciences sociales, Andrée Dufour vient de publier la première synthèse d'histoire de l'éducation en français depuis la monumentale publication de Louis-Philippe Audet en 1970. On se souvient que Roger Magnuson en avait également publié une en 1980, qui s'arrêtait à la politique scolaire du parti québécois, issue de la Loi 101 (*Brief History of Québec Education from New France to the Parti Québécois*). Andrée Dufour nous mène jusqu'en 1997, donc jusqu'aux débats les plus récents qui ont marqué le monde de l'éducation au Québec. Cet ouvrage, écrit dans une langue claire et alerte, constitue certainement une excellente introduction.

L'auteure nous propose une bonne définition de son objet d'études: «l'instruction, c'est-à-dire le processus de formation et d'enrichissement de l'esprit, (...) et l'éducation, soit la mise en oeuvre des moyens de façonner le développement de l'être humain tout entier» (11). Certes, l'objectif éducatif ne saurait être atteint, comme elle le prétend, uniquement par l'institution

scolaire et la famille : les différents milieux de travail, les pairs, et, depuis le XX^e siècle, les moyens de communication y contribuent certainement tout autant. Mais elle indique clairement que «l'institution scolaire est privilégiée dans cet ouvrage» (11), ce qui était sans doute la seule voie possible pour une publication de ce format. L'auteure propose aussi une nouvelle périodisation davantage liée aux modifications des structures éducatives qu'à l'histoire traditionnelle. Le premier chapitre couvre tout le Québec pré-industriel, de la Nouvelle-France à 1836: «Premières entreprises de scolarisation (1635–1836)», et fait passer la conquête de 1760 au rang de phénomène secondaire. Le second examine de manière éclairante la gestation d'«Un système scolaire permanent (1836–1975)» se terminant par l'abolition du Ministère de l'éducation en 1875. Le troisième chapitre, «Conservatisme et innovations (1875–1923)» doit quelque chose au courant historiographique soi-disant révisionniste diagnostiqué par Ronald Rudin, et se termine par la grande réforme des programmes de 1923. Le même éclairage est maintenu pour les «Progrès et problèmes (1923–1959)». Le cinquième chapitre aborde «Les grandes réformes (1959–1985)» associées à la révolution tranquille, avec cette date symbolique de 1959, qui récuse la date-phare de 1960. La fin de cette période, 1985, ne semble pas justifiée par un événement particulier. Le dernier chapitre souligne les débats actuels, «L'école en question depuis 1985». Cette nouvelle périodisation permet de cerner étroitement l'évolution du système scolaire tout en se rattachant clairement au contexte historique correspondant.

La problématique choisie suggère que «les enjeux actuels tirent leur origine de l'expérience scolaire des siècles passés» (11). La démonstration a été facile à établir puisque l'auteure a choisi de privilégier des questions telles la confessionnalité des écoles, les rapports entre l'Église et l'État, la fréquentation scolaire, les rapports entre l'école privée et l'école publique. On peut penser toutefois que quelques points qu'elle a volontairement laissés de côté, notamment «la pédagogie et les universités», (13) auraient rendu la problématique moins évidente. En effet, ces deux questions se sont principalement posées au XX^e siècle, et ne semblent pas tirer leur origine des expériences éducatives du Québec pré-industriel. Elles sont d'ailleurs plus fortement marquées par les courants internationaux. En filigrane, l'auteure soutient que l'éducation est un progrès incontournable, et ne se réfère qu'accessoirement aux thèses considérant le système d'instruction comme instrument de contrôle des classes dirigeantes. Au fond, elle souscrit principalement à l'analyse de la subtile interaction qui s'établit entre les communautés locales et les appareils dirigeants, quels qu'ils soient, dans le jeu de l'offre et de la demande d'éducation.

Ce bref livre-synthèse examine les groupes soi-disant marginaux, notamment les populations autochtones, mais exclusivement pour le XVII^e siècle. Les filles, pour lesquelles elle met à profit les recherches récentes en histoire de l'éducation des filles, la minorité anglo-saxonne, et les groupes de l'immigration récente. L'auteure cite peu ses devanciers et n'évoque que faiblement les débats historiographiques qui ont marqué l'histoire de l'éducation. Tous ces débats concernent la période du XIX^e siècle qu'elle connaît manifestement mieux que les autres. Elle se réfère à Audet et à Groulx sur le

jugement à porter sur l'Institution Royale de 1801, et prend parti pour l'opinion d'Audet. Elle évoque également les opinions sévères de Fernand Ouellet sur les retards du démarrage scolaire au Bas-Canada, mais propose en lieu et place l'interprétation qu'elle a développée dans sa thèse de doctorat, «Tous à l'école. État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859», document où elle accorde une place prépondérante aux écoles de syndics de 1826, qui firent démarrer l'entreprise scolaire au Bas-Canada. Elle résume habilement les opinions les plus sérieuses sur les processus d'alphabétisation et fait mention des études d'Allan Greer et de Michel Verrette. Elle critique également les opinions d'André Labarrère-Paulé sur la féminisation du personnel enseignant au XIXe siècle. Pour les autres périodes, les auteurs qu'elle a de toute évidence utilisés ne sont pas mentionnés, mais leurs ouvrages figurent dans la bibliographie. Il faut noter quelques omissions: elle fait mention d'une étude non identifiée de Terry Copp (58) sur la faiblesse du réseau scolaire québécois au début du XXe siècle, auteur ne se trouvant pas dans la bibliographie. On note également l'oubli de l'ouvrage de Claude Galarneau, «Les Collèges classiques au Canada français», lacune qui explique pourquoi cette importante institution québécoise soit si faiblement intégrée dans l'ouvrage. Les collèges classiques ont pourtant joué un rôle central dans l'émergence des universités québécoises, dans la formation des élites dirigeantes, et dans l'image collective de la culture, image qui influence encore la psyché québécoise.

Dans ce type de publication, il n'est guère possible de citer des documents. L'auteure tient cependant à en proposer quelques uns sur la féminisation du personnel enseignant (45), sur les opinions socialement discriminantes concernant l'éducation à la fin du XIXe siècle (55), sur les objectifs assignés à l'éducation des filles (59). D'un autre côté, l'auteure accorde beaucoup plus de place aux principaux groupes touchés par l'instruction, les élèves et les maîtres, ce qui lui évite de proposer une synthèse axée surtout sur les structures et les décideurs.

Dans la section sur les réformes de la révolution tranquille, on note quelques omissions. Certes, bien des points sont abordés: les prémisses de la réforme, l'analyse de la Commission Parent, la restructuration des programmes et des niveaux d'enseignement, la démocratisation de l'enseignement, le regroupement des commissions scolaires, la syndicalisation des enseignants, et ainsi de suite. On aurait aimé qu'elle précise que la masculinisation du personnel enseignant a frappé surtout les postes de gestionnaires; qu'elle explique la disparition du système d'inspection et l'établissement du service de mesure et évaluation; qu'elle évoque le développement colossal de la bureaucratisation éducative; et qu'elle explique mieux les origines du développement de l'éducation permanente. Quant au dernier chapitre, il résume très bien les débats actuels. La confessionnalité de l'enseignement, la langue d'enseignement, le décrochage scolaire, la formation des maîtres, et le financement des écoles privées, autant de sujets abordés. Ces débats révèlent

l'abaissement de l'expérience accumulée depuis l'époque de la Nouvelle-France (...) et sont le résultat de la tardive prise en charge de l'éducation par l'État et de l'effacement encore récent d'une présence cléricale dominante (119).

Oui, certes. Mais cette perspective ne permet pas de voir les nouveaux débats qui se profilent à l'horizon depuis la révolution informatique et médiatique, et surtout depuis que le marché du travail est devenu le vecteur principal de la demande d'éducation. Malgré quelques faiblesses, cet ouvrage représente donc un outil bien fait et pratique pour saisir rapidement l'évolution du système d'éducation au Québec.

Micheline Dumont
Université de Sherbrooke

Leslie G. Roman and Linda Eyre, eds. *Dangerous Territories: Struggles for Difference and Equality in Education*. New York: Routledge, 1997. Pp. 288.

This anthology brings together critical analyses of the politics of equality and difference across an unusually broad range of educational sites, questions, and perspectives. Several articles deal with attempts to introduce and/or to defend critical and anti-oppression pedagogies and curricula in school and university classrooms. Others consider how universities respond to complaints from groups and individuals historically excluded or marginalised from the academy. Some analyse resistance to critiques and pedagogies that cross disciplinary and institutional boundaries, challenging established canons and normative subjects. Still others emphasize New Right assertions of traditional morality and values in education. Some deal with the restructuring of educational organization and governance. One paper even takes up the possibilities and dangers of entering the virtual and borderless domains of cyberspace.

Contributions from Canada, the United States, England, and Australia suggest that struggles over equality (or equity) and difference in education transcend national territories, at least among Western nation-states. The editors regret that they could not obtain chapters from a wider range of scholars, particularly from "third world" locations. Most authors do at least reflect critically on the locations from which they speak, and several quite explicitly interrogate the construction of normative practices and defence of boundaries in educational sites, especially universities. As Chandra Talpade Mohanty's brief preface suggests, this anthology opens up important questions about representation, knowledge, and accountability of "first world" educational institutions (and those who work and study there) to subjugated people and knowledges.

One important theme brought initial papers together: whether the concept of "backlash" helps us to understand reactions against anti-oppression interventions in education. Some contributors build their papers around this question, arriving at quite different answers, while others provide richly detailed accounts of struggles around difference and equity in specific educational domains.

Initially I thought to frame my review around what seemed an expression of backlash from teacher education students in one of my courses last year.